

FRACTURES FRANÇAISES 2025 : LA LASSITUDE DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

Antoine Bristielle

20/10/2025

S'appuyant sur les résultats de la [treizième vague de l'enquête Fractures françaises](#), menée par Ipsos pour la Fondation Jean-Jaurès, *Le Monde*, le Cevipof et l'Institut Montaigne, Antoine Bristielle, docteur en science politique et directeur de l'Observatoire de l'opinion de la Fondation, analyse une opinion publique française qui oscille entre inquiétude et résignation, dans un contexte de crises qui s'accumulent.

[Les résultats complets](#)

L'édition 2025 de l'enquête Fractures françaises¹ s'inscrit dans un moment où la France semble submergée par les crises : économique, sociale, environnementale, géopolitique, mais aussi politique et institutionnelle. Ces crises ne se succèdent plus, elles s'accumulent, se superposent et finissent par former un climat d'incertitude permanente.

Face à cette multiplicité de chocs, l'opinion publique oscille entre inquiétude et résignation. Cette enquête dresse ainsi le portrait d'une société lasse, qui observe la dégradation de son environnement économique, politique et social sans toujours croire à la possibilité d'un redressement. C'est cette expérience cumulée de la crise – et les formes diverses qu'elle prend dans les perceptions des Français – que cette note propose d'analyser.

Le déclin comme horizon commun

L'édition 2025 des Fractures françaises confirme la centralité du sentiment de déclin dans la perception qu'ont les Français de leur pays. Neuf personnes sur dix (90%) considèrent ainsi que la France est aujourd'hui en déclin. Ce chiffre atteint un record depuis le lancement de l'enquête en 2014, signe que le déclinisme est désormais une grille de lecture dominante du réel.

Cette perception collective contraste avec une évaluation relativement stable de la situation personnelle des répondants. La note moyenne de satisfaction de vie s'établit à 6,1 sur une échelle

de 0 à 10, identique à 2024 et très supérieure au moral collectif. Les sympathisants de Renaissance affichent la moyenne la plus élevée (7,1), tandis que ceux du RN demeurent les plus insatisfaits (5,6). Autrement dit, les Français se déclarent globalement satisfaits de leur existence individuelle tout en se montrant convaincus du déclin du pays : une dissonance entre le « moi » et le « nous » devenue caractéristique de l'état d'esprit national.

Si les Français se montrent plutôt satisfaits de leur vie actuelle, le pessimisme concernant l'avenir est néanmoins particulièrement marqué. 36% des personnes interrogées considèrent que leur situation personnelle va se dégrader à l'avenir, contre seulement 12% qu'elle va s'améliorer (52% pensent qu'elle restera relativement identique). Ce pessimisme est particulièrement marqué au cœur de la vie active, 40% des 35-59 ans considérant que leur situation personnelle est amenée à se dégrader dans le futur.

Enfin, cette adhésion au diagnostic de déclin s'inscrit dans un climat de lassitude historique. En 2025, 75% des répondants estiment que « en France, c'était mieux avant », un chiffre jamais atteint dans cette enquête. Cette nostalgie ne concerne par ailleurs pas uniquement les générations les plus âgées, qui auraient grandi dans une société où tout semblait plus simple : 68% des moins de 35 ans estiment eux aussi que « en France, c'était mieux avant ».

Dans le même ordre d'idée, seulement 36% des Français considèrent que l'avenir de la France est plein d'opportunités et de nouvelles possibilités, un chiffre en recul de quatre points depuis un an.

Une France entre colère et défiance

L'étude confirme la persistance d'un climat de mécontentement généralisé, déjà observé lors des précédentes vagues. Interrogés sur leur état d'esprit, 43% des Français se disent « en colère et très contestataires », 53% « mécontents mais pas en colère », et seulement 4% « satisfaits et apaisés ». Ces proportions sont quasiment identiques à celles de 2024, traduisant une stabilisation du malaise à un niveau élevé. Notons néanmoins qu'en 2021, seulement 31% des Français disaient appartenir à la France « en colère et très contestataire ». Ce chiffre a donc augmenté de douze points en l'espace de quatre ans.

Les variations demeurent toutefois sensibles selon les appartenances partisans. En 2025, 58% des sympathisants du Rassemblement national et 59% de ceux de La France insoumise se déclarent « en colère », contre 20% des proches de Renaissance. Sur le plan social, la colère se maintient à des niveaux élevés chez les catégories populaires : 52% des ouvriers et 50% des employés déclarent appartenir à la France en colère, contre 36% des catégories supérieures. Chez

les jeunes, la colère reste également forte : 50% des moins de 35 ans s'y reconnaissent, contre 45% des 35-59 ans et 34% des 60 ans et plus.

En parallèle, les indicateurs de confiance institutionnelle confirment un climat durablement tendu. En 2025, 20% seulement des Français déclarent faire confiance à l'Assemblée nationale (-6 points en un an), 22% à la présidence de la République (-4 points) et 10% aux partis politiques (-4 points). À l'inverse, les institutions de proximité ou régaliennes conservent des niveaux de confiance élevés : 68% pour les maires, 70% pour l'école et 77% pour l'armée, 74% pour la police et 82% pour les PME.

Sur le plan interpersonnel, la société française reste majoritairement prudente : 79% des répondants estiment qu'« on n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres », contre 21% qui jugent qu'« on peut faire confiance à la plupart des gens ».

Le poids de la précarité et la peur du déclassement

Les résultats de la vague 2025 confirment la centralité des enjeux économiques et sociaux dans les préoccupations des Français. Interrogés sur leurs priorités, 36% citent le pouvoir d'achat comme première préoccupation, loin devant le niveau de la délinquance (22%), l'immigration (22%) et l'environnement (18%). Le sentiment de difficulté économique s'est installé durablement. En 2025, 57% des Français déclarent avoir du mal à boucler leurs fins de mois. Ce chiffre est de 60% chez les moins de 35 ans et de 63% chez les 35-59 ans.

Parallèlement, 71% des Français déclarent que par rapport aux autres groupes de la société française « les gens comme moi ont des conditions de vie de moins en moins bonnes », 66% que « les gens comme moi ne reçoivent pas le respect qu'ils méritent » et 27% seulement que « les gens comme moi ont plus d'avantages que les autres dans la société française ». Des chiffres qui se dégradent légèrement depuis l'année dernière.

Le diagnostic sur les inégalités reste d'ailleurs sévère : 61% des Français adhèrent à l'idée qu'il faudrait « prendre aux riches pour donner aux pauvres », et 60% considèrent que « les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment ». Ces réponses traduisent un mélange d'attente de redistribution et de valorisation du mérite, stable depuis plusieurs éditions de l'enquête.

Enfin, les repères de mobilité sociale apparaissent brouillés. Seulement 32% des Français considèrent que leur situation actuelle est meilleure que celle de leurs parents au même âge, et 28% seulement considèrent que les générations les plus jeunes bénéficient d'une meilleure

situation que les générations antérieures.

L'ensemble de ces indicateurs esquisse ainsi une société où la crainte du déclassement s'est normalisée. Si les Français ne perçoivent pas une dégradation spectaculaire de leur niveau de vie, le niveau très élevé des indicateurs d'inquiétude traduit une insécurité économique durable, devenue un élément constitutif de l'état moral du pays.

Les Français, entre perception de violence et demande d'ordre

L'édition 2025 de notre enquête met en évidence une demande d'autorité et de fermeté persistante dans l'opinion publique, sans pour autant signaler un basculement vers des positions autoritaires. Les indicateurs liés à l'ordre, à la sécurité et à la légitimité de la violence confirment une attente de stabilité et de cadre, plus qu'un rejet des institutions démocratiques.

En 2025, 89% des Français estiment que la violence augmente dans la société, dont 67% qu'elle « augmente beaucoup ». Ce sentiment est partagé dans toutes les catégories sociales et politiques, avec des niveaux particulièrement élevés chez les électeurs du RN (98%) et de LR (95%). À l'échelle du lieu de vie, 44% des répondants ont le sentiment d'une hausse de la violence dans leur commune, un chiffre relativement stable par rapport à 2024 (46%). Par ailleurs, près d'un tiers des Français (27%) déclarent avoir été victimes directes ou indirectes d'une agression au cours des dernières années (personnellement ou *via* un proche).

Ces résultats confirment l'importance de la thématique sécuritaire dans les représentations sociales, qui arrive ainsi en deuxième position derrière le pouvoir d'achat dans la hiérarchie des préoccupations.

À la question de savoir si la violence peut parfois être « normale pour défendre ses intérêts », 21% des Français répondent positivement. Cette proportion atteint 28% chez les moins de 35 ans, contre 13% chez les plus de 60 ans. Elle est également plus élevée parmi les sympathisants des formations situées aux marges politiques : 29 % à LFI et 24% au RN.

Au contraire, les Français montrent très clairement leur désir d'ordre au sein de la société : 85% considèrent ainsi qu'« on a besoin d'un vrai chef en France pour remettre de l'ordre » (+4 points) et 84% considèrent que l'autorité est une valeur qui est trop souvent critiquée aujourd'hui.

Mais ces chiffres traduisent davantage une demande d'efficacité politique qu'un penchant autoritaire de la société française. Certes, les Français jugent très durement le personnel politique

actuel – 66% considèrent que la plupart des hommes et des femmes politiques sont corrompus (+3 points), 81% que le système politique fonctionne mal et que leurs idées ne sont pas représentées (+3 points) et 87% que les hommes et les femmes politiques agissent principalement pour leurs intérêts personnels (+4 points). Néanmoins, ils sont toujours 66% à considérer que le régime démocratique est irremplaçable et que c'est le meilleur système possible (+1 point).

Cette évolution confirme une aspiration à l'efficacité et à la compétence plutôt qu'un rejet du pluralisme démocratique. Notons par exemple qu'à 58% les Français sont favorables à ce que les membres du gouvernement soient issus du monde de l'entreprise, alors qu'ils ne sont que 42% à vouloir qu'ils soient choisis dans le personnel politique. L'autorité recherchée n'est pas celle du chef autoritaire, mais celle de l'État efficace. Cependant, face aux crises politiques qui se sont multipliées ces dernières années, la démocratie française apparaît fragilisée. Si, comme nous le disions, 66% des Français considèrent que la démocratie est le meilleur système possible, ce chiffre a reculé de dix points depuis 2014.

Loin d'un *backlash* écologique

Loin de l'image souvent véhiculée d'un grand *backlash* écologique, l'édition 2025 des Fractures françaises montre sur les perceptions du risque climatique restent largement partagées. 74% des Français se disent préoccupés par le changement climatique. Si ce chiffre atteint 98% chez les proches de Écologistes, notons qu'il est tout de même de 68% chez les proches des Républicains et chez les proches du Rassemblement national. Par ailleurs, loin d'un clivage générationnel, les niveaux de préoccupation sont relativement similaires selon l'âge : 75% chez les moins de 35 ans, 76% chez les 35-59 ans et 72% chez les 60 ans et plus.

D'ailleurs, les effets du changement climatique se font déjà ressentir : seulement 25% des Français considèrent que le changement climatique n'a aucun effet négatif sur leur vie quotidienne (mode de vie, consommation, habitat) et seulement 34% considèrent qu'il n'a aucun effet négatif sur leur santé.

Néanmoins, sur ce sujet environnemental, deux points méritent d'être ajoutés. D'une part, les Français se montrent partagés concernant la réponse la plus efficace au dérèglement climatique : 35% citent le changement des modes de production des entreprises, 29% citent la modification des modes de vie et 16% considèrent que c'est le progrès technique et les innovations scientifiques qui permettront de trouver des solutions au changement climatique.

D'autre part, si les Français sont donc toujours particulièrement préoccupés par le dérèglement

climatique, d'autres thématiques les inquiètent tout autant, si ce n'est davantage. En termes de hiérarchie des priorités, nous le disions, l'environnement a reculé, au profit du pouvoir d'achat. Par ailleurs, 48% des Français considèrent que les nouvelles normes concernant l'environnement (isolation, normes pour les véhicules...) les ont mis dans une situation financière difficile. La transition écologique reste largement souhaitée, mais sous condition de justice sociale et de réalisme économique – une tendance déjà amorcée depuis 2022 et désormais installée dans le paysage des perceptions françaises.

Pour faire vivre le débat, soutenez-nous

[Je fais un don](#)

Un paysage partisan recomposé : le RN toujours en voie de normalisation, LFI de plus en plus rejetée

L'enquête 2025 confirme une évolution notable du rapport des Français aux partis politiques : si la confiance dans les formations partisans demeure globalement faible, l'image du Rassemblement national s'améliore, tandis que celle de La France insoumise se dégrade. Ce mouvement, amorcé depuis 2022, traduit une recomposition du rejet et de la respectabilité dans le champ politique français.

Le Rassemblement national est désormais perçu par une part croissante des Français comme un parti capable d'exercer le pouvoir. En 2025, 47% des répondants estiment que le RN « est capable gouverner le pays » (+5 points par rapport à 2024, +15 depuis 2020). Par ailleurs, 42% des Français considèrent que le Rassemblement national est un parti proche de leurs préoccupations, le score le plus élevé, et de loin, pour un parti politique français. À l'inverse, il n'y a plus que 49% des Français qui considèrent que le Rassemblement national est un parti dangereux pour la démocratie (-12 points depuis 2020) et 50% considèrent que c'est un parti qui attise la violence (-9 points depuis 2021).

La France insoumise suit la trajectoire exactement inverse au sein de l'opinion publique. 64% des Français considèrent que LFI est un parti dangereux pour la démocratie (+1 point depuis 2024, +13 points depuis 2020) et 68% que c'est un parti qui attise la violence (+1 point depuis 2024, +9 points

depuis 2021).

Conclusion. Entre inquiétude et impossibilité de se projeter

L'édition 2025 des Fractures françaises dresse ainsi le portrait d'une société fatiguée. Les indicateurs économiques, sociaux et politiques le montrent clairement : la colère est diffuse, la défiance persistante, et le pessimisme collectif toujours dominant. La société française de 2025 apparaît finalement moins en crise qu'en décrochage, suspendue entre résignation et désillusion.

La responsabilité des représentants politiques est à ce niveau particulièrement mise en avant. Cela se traduit par le sentiment à la fois d'une déconnexion de la classe politique des préoccupations de la population et d'une impossibilité de cette classe politique à proposer un chemin collectif pour les années à venir.

1. Enquête réalisée par Ipsos du 1^{er} au 9 octobre 2025 pour la Fondation Jean-Jaurès, *Le Monde*, l'Institut Montaigne et le Cevipof, sur un échantillon de 3000 personnes représentatives de la population française (méthode des quotas).